Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Declaration-de-Cuba-sur-la-liberation-du-terroriste-Posada-Carriles>

Déclaration de Cuba sur la libération du terroriste Posada Carriles.

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mercredi 9 mai 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

DECLARATION DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA

Notre peuple a appris, indigné, que la juge Kathleen Cardone avait, le 8 mai dans l'après-midi, décidé de la libération définitive du terroriste Luis Posada Carriles et écarté tous les chefs d'accusation que le gouvernement étasunien avait présentés contre lui le 11 janvier, à savoir fraude et mensonge aux services d'immigration et de douane lors de l'entretien qu'il avait demandé pour obtenir la naturalisation aux Etats-Unis.

Le Gouvernement révolutionnaire réitère donc, avec plus de force que jamais, la condamnation du peuple cubain devant cette manoeuvre qui, comme il l'a affirmé dans sa Déclaration du 19 avril dernier, « est une insulte au peuple cubain et aux peuples qui ont perdu soixante-treize de leurs enfants dans le sabotage, face aux côtes de la Barbade, d'un avion de passagers de Cubana de Aviación ».

Dans sa Déclaration du 15 janvier dernier, le ministère des Relations extérieures avait affirmé son espoir que « ces chefs d'accusation portés contre le terroriste Posada Carriles, autrement dit des délits mineurs de nature migratoire, ne seront pas un rideau de fumée pour couvrir du manteau de l'impunité le crime plus grave de terrorisme, un prétexte pour continuer d'ignorer la requête d'extradition de Posada Carriles interjetée le 15 juin 2005 par le gouvernement de la République bolivarienne de Venezuela en tant que responsable de l'explosion en plein vol de l'appareil de Cubana de Aviación, requête faisant toujours l'objet d'une fin de non-recevoir ».

La séquence des événements intervenus depuis le moment où Luis Posada Carriles est entré aux Etats-Unis à bord du bateau Santrina - entrée dénoncée opportunément par le président Fidel Castro - prouve clairement que tous les faits et gestes du gouvernement étasunien ont répondu dès lors à un plan approuvé par le président Bush et conçu précisément pour tendre un « rideau de fumée » qui empêcherait de le juger pour ce qu'il est vraiment : un terroriste.

Il aurait suffi au gouvernement étasunien d'appliquer son Patriot Act et de reconnaître que la libération du terroriste « menace la sécurité nationale des Etats-Unis ou la sécurité de la communauté ou de n'importe quelle personne » pour l'empêcher. Il aurait suffi à son service d'immigration et de douane, comme le dit clairement la Déclaration du Gouvernement révolutionnaire du 19 avril dernier, de déclarer que la libération de Posada Carriles constitue une menace pour la communauté et qu'il risque de prendre la fuite.

Le gouvernement étasunien dispose de toutes les preuves, compte tenu de ses vieilles relations avec le terroriste et des documents que Cuba lui a fournis en 1998 et plus récemment.

La manipulation ayant abouti à ce dénouement, la protection octroyée au terroriste dès son entrée aux Etats-Unis, les chefs d'accusation concernant des délits mineurs, le renvoi du terroriste d'une agence fédérale à l'autre, d'un tribunal à l'autre, et finalement la décision de la juge Cardone du 8 mai dernier, prouvent que le plan de Washington était justement de l'empêcher de parler des actions criminelles qu'il a perpétrées contre les peuples cubain et vénézuélien, et contre d'autres peuples de notre Amérique quand il agissait aux ordres de la CIA et, en particulier, aux ordres du père du président actuel qui a dirigé cette agence d'espionnage et de subversion en 1975-1976, années où les actions terroristes contre Cuba ont été les plus violentes et les plus impitoyables, ou alors dans les années 80 quand il était vice-président et que le gouvernement menait sa sale guerre contre le peuple nicaraguayen.

Mais ce qui illustre peut-être le mieux le plan en marche, c'est que le gouvernement étasunien a, le 27 avril dernier, demandé à la cour de n'accepter aucune preuve, aucun témoignage ni aucune autre évidence qui aurait à voir avec les liens de Posada Carriles avec la CIA, et que le terroriste a justement argumenté dans sa réponse qu'il avait été aux ordres de celle-ci pendant plus de vingt-cinq ans, ce qui confirme le rôle qu'il a joué à ce titre dans le cadre des actions entreprises par le gouvernement étasunien contre le Nicaragua dans les années 80.

Déclaration de Cuba sur la libération du terroriste Posada Carriles.

En décidant de ne pas certifier que Posada Carriles est un terroriste, l'administration étasunienne viole non seulement sa législation et son prétendu engagement de « guerre contre le terrorisme », mais encore ses obligations internationales.

L'administration étasunienne a bafoué d'une manière retorse non seulement la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qu'elle a elle-même présentée devant cet organe, mais aussi les traités sur le terrorisme auxquels elle est partie, notamment la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, entrée en vigueur le 23 mai 2001, et la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, entrée en vigueur le 26 janvier 1973.

En conformité avec ces instruments, l'administration étasunienne aurait dû juger Posada Carriles comme terroriste ou accepter la requête d'extradition interjetée en toute légalité par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, au lieu de continuer de ne pas répondre presque deux ans après !

Indépendamment de tout jugement de valeur de notre part au sujet du verdict prononcé le 8 mai par la juge Cardone, - qui, dans son verdict antérieur du 6 avril par lequel elle a concédé la liberté sous caution au terroriste, a reconnu que ce dernier était accusé « d'avoir été impliqué ou d'avoir été associé à certains des faits les plus infâmes du XXe siècle [...] dont l'invasion de la baie des Cochons, le scandale Iran-contras, le sabotage du vol 455 de Cubana de Aviación, les poses de bombe en 1997 dans des centres touristiques de La Havane et, selon certains théoriciens de la conspiration, l'assassinat du président John F. Kennedy » - l'entière culpabilité pour la liberté de Posada Carriles et l'entière responsabilité de ce qui pourrait en découler retombe absolument sur l'administration étasunienne.

La juge Cardona va jusqu'à affirmer dans son verdict du 8 mai : « Le fond de ce cas-ci n'est pas... le terrorisme, mais une fraude migratoire. Le terrorisme et la décision de savoir si un individu doit être classé ou non comme terroriste est de l'entier ressort du pouvoir exécutif ». Et d'ajouter qu'elle n'est pas disposée à donner une solution à ce qu'elle qualifie clairement de « patate chaude politique » pour l'administration étasunienne.

La juge Cardone affirme ailleurs dans son verdict qu'il est absurde que Posada Carriles soit jugé - séance prévue le 11 mai - pour fraude et mensonge dans le cadre d'une démarche de naturalisation, un chef d'accusation passible au maximum de six à douze mois de privation de liberté, peine que le terroriste a déjà purgée.

Les agissements de l'administration étasunienne et ce dénouement s'inscrivent dans le pacte permanent du locataire de la Maison-Blanche avec la mafia terroriste cubano-américaine de Miami, et renvoient à un cas suspect antérieur : la libération d'un autre terroriste, Orlando Bosch, par un ex-occupant de la Maison-Blanche, le père du président actuel !

Cette nouvelle ignominie correspond aux actions d'un gouvernement qui a refusé au moment opportun d'extrader Posada Carriles à Cuba ou au Venezuela, sous prétexte qu'il y serait « torturé », tout en maintenant, sur la partie de territoire cubain qu'il occupe illégalement à Guantánamo, ou à bien d'autres endroits de la planète des prisons secrètes où il commet les actes les plus aberrants et les plus inhumains.

Le peuple cubain ne saurait accepter qu'on laisse aujourd'hui en liberté le terroriste le plus notoire et le plus criminel de ce continent et qu'on continue d'incarcérer cruellement et injustement cinq Cubains dont le seul crime a été de lutter contre le terrorisme.

Nous rappelons que, dans ses réflexions du 8 mai dernier, le président Fidel Castro avait mis une fois de plus averti que l'impunité encourageait le terrorisme et avait ajouté : « Il a suffi de la libération insolite d'un terroriste notoire pour que le deuil pénètre de nouveau dans nos foyers. »

Déclaration de Cuba sur la libération du terroriste Posada Carriles.

Pour le président Bush, le temps presse. Il a perdu l'occasion de faire preuve ne serait-ce que d'un iota de dignité, de décence et de morale. On ne pourra mettre un bâillon à la protestation des peuples. Les secrets que garde Posada Carriles émergeront tôt ou tard à la lumière, et l'administration étasunienne devra répondre de son deux poids deux mesures et de son manque de volonté politique pour lutter sérieusement contre le terrorisme.

Reste à voir ce que fera la Maison-Blanche qui a encore le choix, conformément à ses obligations internationales, d'arrêter Posada Carriles et de l'extrader en République bolivarienne du Venezuela pour qu'il y réponde de ses crimes.

La Havane, le 9 mai 2007